Trois lois et une autorité de surveillance

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Le dispositif singapourien de LBC/FT repose sur trois lois, dont chacune remplit une fonction différente. Le Corruption, Drug Trafficking and Other Serious Crimes (Confiscation of Benefits) Act 1992 (CDSA, loi sur la confiscation des produits de la corruption, du trafic de stupéfiants et d'autres infractions graves) crée les infractions de blanchiment, l'obligation de déclarer les transactions suspectes et le mécanisme de confiscation.[1] Le Terrorism (Suppression of Financing) Act 2002 (TSOFA, loi sur la répression du financement du terrorisme) incrimine le financement du terrorisme, gèle les biens terroristes et impose une obligation de déclaration distincte à toute personne se trouvant à Singapour qui détient des informations sur des biens terroristes.[2] Le Monetary Authority of Singapore Act 1970 et les lois sectorielles, au premier rang desquelles le Payment Services Act 2019 (PSA, loi sur les services de paiement) et le Financial Services and Markets Act 2022 (FSMA, loi sur les services et marchés financiers), confèrent à la MAS le pouvoir d'adresser des notices contraignantes aux établissements financiers qu'elle surveille. Les mêmes lois lui permettent de les inspecter, de leur donner des instructions, de transiger et de les sanctionner.[3]

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Cette répartition des tâches compte pour un prestataire de services DPT. Le CDSA et le TSOFA s'appliquent à toute personne se trouvant à Singapour, titulaire d'une licence ou non, et leurs infractions sont poursuivies par l'Attorney-General's Chambers sur la base d'enquêtes menées par le Commercial Affairs Department (CAD) de la Singapore Police Force. Les notices de la MAS ne s'appliquent qu'aux établissements qu'elle réglemente et sont mises en œuvre par la MAS elle-même par des mesures de surveillance. Une entreprise DPT vit donc sous deux systèmes parallèles, avec des éléments déclencheurs, des standards de preuve et des autorités différents. Le système pénal se demande si une personne savait ou avait des motifs raisonnables de croire que des biens constituaient le produit d'une infraction. Le système de surveillance se demande si l'établissement disposait de contrôles adéquats et les appliquait. Une entreprise peut enfreindre le second sans que quiconque soit coupable au titre du premier. L'inverse est également possible.

Pourquoi le CDSA compte même pour une entreprise bien gérée

Le CDSA est rédigé de manière exceptionnellement large. Ses infractions de blanchiment couvrent le fait de dissimuler, convertir, transférer ou soustraire les produits d'agissements criminels, de les acquérir, de les détenir ou de les utiliser, ainsi que d'aider autrui à les conserver.[4] Par « agissements criminels », il faut entendre toute infraction figurant à la Second Schedule, qui compte plusieurs centaines d'entrées et inclut les infractions étrangères qui auraient constitué des infractions graves si elles avaient été commises à Singapour. Depuis le 1er juillet 2013, la Schedule comprend les infractions fiscales graves prévues par l'Income Tax Act 1947 et le Goods and Services Tax Act 1993. Depuis lors, un revenu étranger non déclaré transitant par un portefeuille singapourien constitue un risque de blanchiment pour le dépositaire qui le détient.[5]

L'élément intentionnel a été abaissé au fil des années. Pour l'infraction consistant à acquérir, détenir ou utiliser des produits, il suffit que l'accusé ait eu des motifs raisonnables de croire que les biens constituaient de tels produits.[6] Une plateforme d'échange DPT qui accepte un client malgré des signaux d'alerte manifestes expose

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

donc ses dirigeants à une accusation pénale fondée non sur ce qu'ils savaient, mais sur ce qu'une personne raisonnable placée dans leur situation en aurait déduit. Dans ma pratique, c'est le point qui modifie le plus le comportement des fondateurs une fois qu'ils l'ont compris : le programme de conformité constitue le dossier de défense personnel du dirigeant.

L'Anti-Money Laundering and Other Matters Act 2024 a encore élargi le filet. Il a été présenté après l'affaire des 3 milliards de S$ et adopté par le Parlement le 6 août 2024.[7] Sa modification la plus importante pour les praticiens concerne la preuve. Le ministère public peut désormais établir une accusation de blanchiment sans démontrer que les biens proviennent d'une infraction préalable déterminée, à condition de prouver qu'ils constituaient des produits d'agissements criminels et que l'accusé les a maniés avec la connaissance ou la conviction requise. La loi a également intégré à la Schedule l'ensemble des infractions environnementales graves commises à l'étranger et aligné le traitement des infractions fiscales graves étrangères sur celui des infractions nationales. Elle a abaissé de 10 000 S$ à 4 000 S$ le seuil de vigilance à l'égard de la clientèle pour les transactions en espèces dans les casinos. Elle a permis à l'Inland Revenue Authority of Singapore (IRAS, l'administration fiscale) et à Singapore Customs de partager des données fiscales et commerciales avec le Suspicious Transaction Reporting Office (STRO). Enfin, elle a donné aux tribunaux le pouvoir de statuer sur les biens saisis lorsque l'accusé est en fuite.[8]

Notes

1. Corruption, Drug Trafficking and Other Serious Crimes (Confiscation of Benefits) Act 1992 (2020 Revised Edition), Singapore Statutes Online ; les infractions de blanchiment figurent à la Part 6 (sections 50–57 selon la numérotation de la 2020 Revised Edition), l'obligation de déclaration à la section 45. ↩
2. Terrorism (Suppression of Financing) Act 2002 (2020 Revised Edition), sections 3–6 (infractions), section 8 (obligation de fournir des informations à la police), Singapore Statutes Online. ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

3. Payment Services Act 2019, section 102 (pouvoir d'émettre des instructions et des notices) et Part 7 (surveillance et mesures d'exécution) ; Financial Services and Markets Act 2022, Part 9 (prestataires de services de jetons numériques) et Part 10 (pouvoirs de surveillance). ↩
4. CDSA 1992, sections 51, 54 et 56 (2020 Revised Edition), visant respectivement l'aide apportée à autrui pour conserver, la dissimulation ou le transfert, et l'acquisition, la détention ou l'utilisation de produits d'agissements criminels ; les infractions parallèles en matière de trafic de stupéfiants figurent aux sections 50, 53 et 55. ↩
5. CDSA 1992, Second Schedule, telle que modifiée avec effet au 1er juillet 2013 pour inclure les infractions prévues aux sections 96 et 96A de l'Income Tax Act et aux sections 62 et 63 du Goods and Services Tax Act ; voir partie M, chapitre VIII, pour le volet fiscal. ↩
6. CDSA 1992, section 56(1) (2020 Revised Edition) : « knowing or having reasonable grounds to believe ». ↩
7. Anti-Money Laundering and Other Matters Act 2024, adopté le 6 août 2024 ; discours de deuxième lecture du ministre d'État aux Affaires intérieures, Parliamentary Debates, 6 août 2024. ↩
8. Anti-Money Laundering and Other Matters Act 2024, modifiant le CDSA, le Casino Control Act 2006, l'Income Tax Act 1947, le Criminal Procedure Code 2010 et des lois connexes ; communiqué de presse du Ministry of Home Affairs du 2 juillet 2024 sur le dépôt du projet de loi. ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.